



Communiqué intersyndical

Stop au management toxique à l'école Boule

Nos organisations syndicales, CGT Éduc'action Paris, CNT-FTE Paris et Snes-FSU Paris, dénoncent une situation qui n'a que trop duré à l'école Boule.

Début juillet 2025, les personnels se sont adressé-es à la Rectrice de l'académie de Paris, pour dénoncer le management toxique de leur direction. Ce courrier, signé par 45 collègues, demandait une enquête administrative diligentée par le ministère afin qu'enfin l'institution prenne les mesures nécessaires pour faire cesser ces pratiques.

Auparavant, 4 collègues avaient porté plainte et de nombreuses démarches avaient été engagées par les collègues pour alerter le rectorat (RH de proximité, cellule VDHA, registre RSST, ...). Les demandes de protection fonctionnelle sont restées sans réponse, certaines font l'objet d'un recours. Par ailleurs le rectorat a toujours refusé de recevoir les collègues en audience en l'absence du chef d'établissement, ce qui devrait pourtant être la norme dans une telle situation.

Enfin, début octobre 2025, une enquête de l'IGESR est diligentée par le ministère. Le motif invoqué est alors « des tensions au sein de l'école Boule ». En parallèle, les discussions informelles menées avec le rectorat montrent que celui-ci met davantage en avant les positions du chef d'établissement, avec qui il est donc régulièrement en contact, pour justifier le comportement de ce dernier, alors même que l'académie n'a jamais entendu les personnels.

De nombreux personnels sont alors auditionné-es par les IG et sentent enfin que leur parole est prise en compte. Pendant ce temps-là certains personnels continuent d'être ciblé-es par le chef d'établissement qui ne cesse de faire explicitement référence à l'enquête administrative dont les enseignant-es seraient responsables, faisant régner un climat délétère. Lors des auditions, les personnels comprennent que l'enquête doit être terminée fin décembre. Or, elle se poursuit finalement pendant des mois. Elle aura donc duré au minimum 6 mois. Nous en déduisons que l'Inspection Générale a pris très au sérieux la situation et a jugé nécessaire d'approfondir son enquête. Le rectorat n'a rien fait pour protéger les personnels tout au long de cette enquête. Bien au contraire, il-elles ont été laissé-es seul-es face aux agissements du chef d'établissement et aux risques psycho-sociaux qu'ils engendrent.

Ainsi, nos organisations syndicales exigent :

- **La suspension à titre conservatoire du chef d'établissement afin de protéger les personnels**
- **D'être informées sur les conclusions de l'enquête administrative**
- **La plus grande vigilance et transparence en ce qui concerne la transmission d'informations recueillies lors des auditions à la direction de l'école Boule. En effet le comportement du chef d'établissement ces derniers mois montre que les risques de règlement de compte sont réels.**

Paris, le 13 avril 2026